



Le Front national de Marine Le Pen

Apparences et réalités

février 2012

| | |
|--|-----------|
| Avant-propos | 3 |
| Un projet nationaliste d'exclusion | 5 |
| Un projet de faillite pour la France et de ruine pour les Français | 9 |
| Avenir de la France : ce que cache Marine Le Pen | 13 |
| Sortie de l'Union européenne et de l'euro : un coût exorbitant pour les Français | 14 |
| Agriculture : un suicide par le retrait de la PAC | 16 |
| Aides sociales : pain sec pour les Français, haro sur les étrangers ! | 17 |
| Santé : comme si la suppression de l'Aide médicale d'État allait améliorer la santé des Français | 18 |
| Logement : exclure plutôt que construire | 19 |
| Éducation : l'obsession disciplinaire et sécuritaire | 21 |
| Culture : un projet de déclin pour la France | 23 |
| Famille : la négation des droits des femmes | 25 |
| Homosexualité : une vision rétrograde | 27 |
| Immigration, islamisation : l'irrépressible besoin de trouver des boucs-émissaires | 28 |
| La laïcité comme alibi pour pointer l'islam du doigt | 29 |
| Sécurité : de la répression, de la répression, de la répression | 31 |
| Justice : le dénigrement des magistrats tient lieu de projet | 32 |
| Politique étrangère : vers l'isolement extrême de la France | 33 |
| Défense : seuls contre tous ? | 35 |
| Annexes | 37 |
| 1. Les faillites municipales | 38 |
| 2. Quelques exemples de votes et d'attitudes dans les conseils régionaux | 39 |
| 3. Votes et attitudes au Parlement européen | 41 |
| 4. L'entourage de Marine Le Pen | 42 |
| 5. Données sur le Front national | 45 |
| 6. Éléments bibliographiques | 49 |
| 7. Remerciements | 50 |

Face au Front national et à tous les dangers pour notre pays, la meilleure réponse tient dans des politiques capables de répondre aux problèmes de celles et ceux qui ne voient plus de solutions à la crise actuelle. C'est l'ambition que nous portons dans les campagnes présidentielle et législatives de 2012.

Cela ne veut pas dire évidemment qu'il faille renoncer à la critique des affirmations et des programmes du Front national. Les militants politiques que nous sommes doivent mener le débat avec toutes celles et tous ceux qui sont tentés de voter pour le Front national de Marine Le Pen. Là, il faut éviter les fausses querelles. Il est convenu de dire qu'une critique « moralisatrice » n'a aucune efficacité. Cela est vrai si l'on s'en tient là. Mais privilégier les réponses concrètes pour démontrer les mensonges et montrer les effets négatifs des positions du Front national, ne doit pas amener à ne pas défendre des principes et des valeurs. Car, avec ce mouvement politique, nous ne sommes pas simplement dans le domaine de l'erreur ou de la vérité : son projet porte la violence et la recherche permanente des boucs-émissaires à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le Front national ne résout rien et ses mesures ne feraient qu'aggraver les difficultés des Français, à commencer par les classes moyennes et les ménages modestes. S'il continuait à se renforcer, le péril serait fort. Car, toutes les composantes de l'autoritarisme sont présentes dans sa pensée et ses pratiques.

Ces convictions et cette analyse expliquent la nature de cette brochure. Nous prenons les problèmes que pose le Front national par tous les bouts. Il importe, en effet, d'avoir une vision globale du projet du Front national pour le caractériser et voir ce qui fait sa logique profonde, au-delà des variations actuelles. L'examen de ses principaux thèmes de propagande et des mesures affichées est indispensable et nous y consacrons une part importante, pour une réfutation concrète. Il est également utile d'avoir présent à l'esprit ce que le Front national a fait et défait quand il a exercé et exerce des responsabilités effectives. Certes les échecs des quelques municipalités dirigées par le Front national dans les années 1990 sont déjà lointains. Mais les votes des délégations frontistes, aujourd'hui, dans les conseils régionaux, sont souvent révélateurs. Enfin, il est intéressant, pour relativiser la « modernisation » qu'apporterait Marine Le Pen à son parti, de noter chez les cadres qui constituent la « jeune garde » actuelle leurs engagements antérieurs, pour la plupart idéologiquement marqués par l'extrémisme. Ce travail a pour finalité d'offrir des éléments précis pour notre campagne dans nos réunions, nos tracts, nos sites d'informations.

Alain Bergounioux

Directeur de *la Revue Socialiste*

01

**Un projet
nationaliste
d'exclusion**

Pour comprendre le Front national de Marine Le Pen et mesurer ce qui change et ce qui demeure, il est utile de replacer le programme actuel dans une perspective historique.

Le Front national, fondé en octobre 1972, a regroupé la plupart des mouvements et des courants qui formaient l'archipel éclaté - et conflictuel - de l'extrême droite française. Se sont ainsi retrouvés des monarchistes, d'anciens vichystes et des collaborationnistes, d'expoujadistes, des activistes de l'Algérie française, des catholiques intégristes, comme des néo-paganistes, la jeune génération de 1968, d'Occident et d'Ordre nouveau, les « *solidaristes* » de Jean-Pierre Stirbois, etc. Jean-Marie Le Pen, homme d'action plus que de pensée, qui avait été le directeur de campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour lors de l'élection présidentielle de 1965, et qui divisait alors le moins, devint le leader du mouvement et allait le rester, arrivant même à créer une « *monarchie électorale* ». Autour du nationalisme, plus petit dénominateur commun du Front national, il allait peu à peu amalgamer les différentes traditions de l'extrême droite, soit principalement, d'une part, la pensée contre-révolutionnaire, défendant la vision d'une société d'ordre profondément conservatrice, renouvelée par l'Action française de Charles Maurras, et, d'autre part, l'idéologie des « *droites révolutionnaires* » de la fin du XIX^e siècle, plus populaires, et préfascistes. Tout un travail d'actualisation a été mené en marge du Front national, dans des clubs comme le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) et le Club de l'Horloge, pour critiquer le fondement « *égalitaire* » des sociétés occidentales, le libéralisme comme le socialisme, et faire du combat culturel, avec l'idée de « *différence* », une arme idéologique importante pour ressourcer le vieux nationalisme discrédité par les guerres du « *XX^e siècle* ».

Ce travail intellectuel a profondément contribué, par l'influence qui a été la sienne sur les cadres du Front national des années 1980-1990, à charpenter le programme du Front national autour du triptyque : « *Identité, immigration, insécurité* ». L'examen de ses programmes tout au long de cette période montre qu'ils sont structurés principalement autour de la défense de l'identité

nationale, menacée de l'extérieur par l'internationalisation de l'économie, les mouvements migratoires, la construction de l'Europe, et, de l'intérieur, par les immigrés évidemment, et tous ceux qui acceptent l'ouverture de la société française. Dans les deux décennies qui correspondent à son installation électorale dans la vie politique - depuis 1983, avec l'élection de Dreux et l'élection européenne de 1984 -, le mouvement d'extrême droite unit deux thématiques principales. La première autour de la défense des valeurs traditionnelles, l'autorité, l'armée, la famille. La seconde, en filiation avec la tradition poujadiste, mâtinée d'un néo-libéralisme revenu à la mode, autour de la critique de l'impôt, des fonctionnaires et des syndicats. L'ensemble forme un projet peu cohérent, marqué qui plus est par l'antisémitisme ancien de l'extrême droite. Sa force de pénétration dans l'électorat a tenu - et tient encore - principalement à une dénonciation violente de l'immigration, qui joue sur les peurs et les difficultés de l'intégration, n'hésitant pas à entretenir toutes les formes de xénophobie et de racisme. Le Front national de ces décennies 1980-1990 n'apparaît pas comme un parti cherchant à conquérir réellement le pouvoir, mais comme une force essentiellement protestataire, se réclamant du peuple contre les élites, rejetant la droite comme la gauche, sans pour autant parvenir à masquer son appartenance à une extrême droite peu soucieuse de justice sociale et d'efficacité économique.

Cet équilibre tend cependant à s'infléchir dès la fin des années 1990, les accents populistes l'emportant sur les accents libéraux. Il a été occulté un temps par une crise interne, marquée par l'éclatement du Front national, et la création, par Bruno Mégret et ses partisans, du Mouvement national républicain (MNR). L'élection présidentielle de 2002 a cependant permis la concrétisation idéologique de cette évolution. Jean-Marie Le Pen se présente alors comme le porte-parole des « *perdants* » de la mondialisation. Sa condamnation de la mondialisation et de l'Union européenne englobe la propagande contre l'immigration et la demande d'une répression accrue devient la thématique dominante. Mais la personnalité de Jean-Marie Le Pen, qui, dans sa pensée et ses expressions, mêle les différentes strates de l'extrême droite, freine l'évolution.

Après avoir remporté l'élection primaire interne, début 2011, Marine Le Pen tranche dans le positionnement idéologique du mouvement pour privilégier les thèmes porteurs parmi les catégories sociales en difficulté. Entourée de jeunes cadres influencés par la longue bataille idéologique du GRECE et habitués à subvertir les mots, elle renforce le « *national-populisme* » du Front, en dénonçant « *l'islamisation de la société* », au nom de la laïcité, et la perte de l'identité nationale, au nom du combat contre la mondialisation. Elle met en avant les notions de République, d'État fort, de « *patriotisme économique* » et de « *patriotisme social* » pour leur donner un tout autre sens, entièrement sous-tendu par des logiques d'exclusion. Loin de représenter une version plus « *modérée* » du Front national, comme on le dit trop souvent, elle exacerbe au contraire les antagonismes dans la société.

Le nationalisme d'exclusion, à la fois interne et externe, qui ne peut fonctionner autrement que par la recherche de boucs-émissaires, constitue toujours l'axe majeur du positionnement du mouvement. Il ne faut donc pas s'y tromper. Le Front national porte en lui la ségrégation et la violence. Il s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui touche désormais nombre de pays européens. C'est une idéologie de crise qui apporterait, si elle croissait en influence, une régression formidable pour les catégories sociales qu'elle prétend défendre.

02

Un projet de faillite pour la France et de ruine pour les Français

Marine Le Pen a détaillé le 12 janvier 2012 le « *chiffrage* » de son projet pour l'élection présidentielle. Un projet au coût exorbitant, dont le financement repose sur des estimations et des hypothèses fallacieuses. Un projet dont l'application aurait des conséquences particulièrement violentes sur les Français des classes moyennes et modestes, tant ses effets seraient négatifs sur la croissance, l'emploi, le pouvoir d'achat et, plus généralement, les conditions de vie des habitants de notre pays.

La faillite du pays serait au rendez-vous, si le projet du FN devait entrer en application. Il conduirait à un triplement du déficit public, de 5 à 15 % du produit intérieur brut (PIB), et la dette, loin de diminuer, croîtrait autour de 130 % du PIB ! Cela tient à des dépenses très élevées, en face de recettes hypothétiques. Cette politique priverait rapidement l'État de ressources et se retournerait contre celles et ceux qu'elle prétend défendre, à commencer par les catégories populaires et moyennes, qui se retrouveraient rapidement dans une situation voisine de celle de la population grecque. La croissance, l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics seraient très fortement et très directement affaiblis.

Le coût des mesures proposées par le Front national est estimé entre 160 et 200 milliards d'euros avec principalement :

- **une sortie de la zone euro, dont le coût s'élèverait à 30 milliards d'euros en 2013 et à près de 50 milliards d'euros, à l'horizon 2017.** Le retour à une monnaie nationale, couplé à des mesures protectionnistes, appliquées par la France seule, aurait des conséquences économiques extrêmes. Les principales études économiques tablent sur une chute de l'ordre de 5 points de PIB, en 18 mois et des destructions d'emplois massives.

- une **perte de recettes fiscales** de l'ordre de **30 milliards d'euros** par an dès 2013, si la sortie de l'euro était appliquée en début de quinquennat et une flambée de l'inflation importée - notamment, via la hausse des prix pétroliers -, du fait de la dévaluation générée par le retour au franc.

- une hausse prévisible des **taux d'intérêts** français de plus de 2 %, en quelques mois, pour un coût supplémentaire des intérêts d'emprunt de l'État de l'ordre de 5 milliards d'euros en 2013 et de **25 milliards en 2017**. Avec, en prime, l'éclatement de la zone euro et une chute du PIB de l'Union européenne, avec des effets majeurs sur l'industrie et les secteurs exportateurs.

- une hausse non financée des budgets régaliens qui s'élèverait à **33 milliards d'euros, dès 2013**

- **6 milliards d'euros** mobilisés pour l'expulsion systématique de toutes les personnes qui entrent ou se maintiennent illégalement sur le territoire.

Face à cette explosion des dépenses, le FN présente une liste de recettes imaginaires :

- **« 115 milliards d'euros »** de recettes liées principalement à la « sortie de la zone euro » (pour « 88 milliards ») et au déploiement de mesures protectionnistes. Pourtant, la sortie de la France de la zone euro se traduirait par des pertes fiscales pour l'État et des reculs de parts de marché à l'exportation, synonymes de destructions d'emplois considérables.

- **« 41 milliards d'euros »** de recettes fictives liées à la « réduction de l'immigration ». La seule expulsion, proposée comme « systématique » de toutes les personnes qui entrent ou se maintiennent illégalement sur le territoire, coûterait 6 milliards d'euros (selon un rapport du Sénat de 2009, le coût de la reconduite à la frontière est de 21 000 € par personnes). Globalement, et contrairement à une idée reçue, les immigrés ont une contribution positive aux budgets publics (plus de 12 milliards d'euros nets).

Pour les Français des classes moyennes et modestes, l'application de ce projet (notamment la sortie de l'euro) signifierait la hausse des prix et de leur dette privée, ainsi qu'une augmentation substantielle de leurs impôts et des taxes (pour rembourser la dette publique, elle aussi mécaniquement augmentée, d'environ 425 milliards d'euros).

En coupant la France de ses débouchés commerciaux, qu'il s'agisse de nos partenaires européens (deux tiers de nos échanges) ou des pays émergents, l'application du projet de Marine Le Pen grèverait durablement la croissance économique, et donc l'emploi.

Faute de recettes fiscales et à cause du retour au franc, la situation des finances publiques se dégraderait très rapidement. La France se retrouverait en fait très vite en situation de faillite, sans aucune marge de manœuvre pour renforcer les services publics, notamment dans les zones où ils sont les plus défaillants (rural, périurbain, etc.). Pis, l'État et les opérateurs publics seraient rapidement contraints de fermer de nouveaux points de services publics et de privatiser des pans entiers de la santé, de l'éducation ou du service public de l'emploi. Refusant les progrès accomplis par la décentralisation, le FN prévoit de mettre financièrement à genoux les collectivités territoriales en rejetant sur elles, comme le fait actuellement le gouvernement, la responsabilité de la faillite des finances publiques - ce que contredisent pourtant les chiffres. Ces mêmes collectivités gèrent une part de plus en plus importante des services publics indispensables aux Français - éducation, formation, transports, santé, aide aux entreprises, etc. À tous points de vue, la mise en œuvre du programme de Marine Le Pen serait un coup très dur porté aux services publics - alors que dix ans de droite au pouvoir et la très dure crise économique et sociale que nous traversons rend plus nécessaires que jamais des services publics accessibles partout, à tous, plus efficaces et plus modernes.

Le virage étatiste des discours de Marine Le Pen, qui appelle à un État stratège, interventionniste et dirigiste - Marine Le Pen aura utilisé le mot « *État* » 46 fois dans son discours de Tours -, ne doit donc pas faire illusion. Le FN se livre sur ce sujet comme sur d'autres à un véritable « **hold-up idéologique.** » Le manque rapide de moyens de financement des services publics amènerait pratiquement aux mêmes conséquences que les effets de l'idéologie néo-libérale portée hier par Jean-Marie Le Pen : l'affaiblissement et le démantèlement des services publics.

03

**Avenir
de la France :
ce que cache
Marine Le Pen**

Sortie de l'Union européenne et de l'euro : un coût exorbitant pour les Français

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

Dans son discours du 19 novembre 2011, la patronne du FN voue aux gémonies l'Union européenne, taxée « *d'Empire européiste* » qu'elle oppose à la « *patrie charnelle* » popularisée de longue date par le courant identitaire du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE). D'où l'idée de revenir au franc et de substituer à l'Union européenne une « *association libre d'États européens partageant la même vision et les mêmes intérêts* ». Elle veut une renégociation des traités, sous la tutelle d'un « *ministère des Souverainetés* ». La France retrouverait ainsi la pleine maîtrise de ses frontières, pour revenir à la « *primauté du droit national* ».

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

Le Front national propose de sortir de l'euro et de dévaluer immédiatement le franc retrouvé. Cela aurait un coût économique et social massif, particulièrement pour les classes populaires et moyennes.

► **La monnaie unique évite l'instabilité monétaire.** Malgré l'absence de pilotage politique, l'euro a empêché les devises nationales de s'affronter par des dévaluations dangereuses pour les entreprises et pour les salariés, comme ce fut le cas par le passé (20 dévaluations du franc entre 1950 et 1983).

► Grâce à l'euro, l'inflation est stable autour de 2 % par an depuis 2001, contre 10 % autour des années 1980, même si certaines pratiques dans la grande distribution et le petit commerce ont conduit à l'augmentation des prix.

► **L'existence de l'euro permet aux particuliers et aux entreprises de bénéficier de taux d'intérêt plus bas**, facilite le recours au crédit pour les PME-TPE et réduit le coût de la dette. Au total, une sortie pure et simple de l'euro se traduirait par une perte de recettes fiscales de l'ordre de 30 milliards d'euros par an, dès 2013, et de 50 milliards d'euros, à l'horizon 2017.

► **En cas de dévaluation de notre monnaie, la France se trouverait en situation de faillite pour la première fois de son histoire.** Après neuf années de gouvernement de droite, notre pays souffre d'une dette publique de 1 700 milliards - soit 85 % du PIB -, détenue à 69 % par l'épargne étrangère. Cette dette est libellée en euros, nos échanges commerciaux s'effectuant en euros et en dollars. Une dévaluation de notre monnaie nationale alourdirait d'autant le niveau de notre endettement et celui de notre déficit commercial. Pour la plupart des économistes - y compris une partie de ceux qui prônent une sortie de l'euro comme Jacques Sapir -, une dépréciation du franc de 30 à 40 %, entraînerait ainsi une surcharge de la dette sur sept ans de 108 milliards d'euros !

► **Alors que 25 % des salariés français travaillent pour l'exportation, le retour des dévaluations compétitives et du nationalisme économique entraînerait des mesures de rétorsion** de la part des pays émergents, mais aussi des pays européens et, donc, des pertes d'emplois en grand nombre. Une sortie de la monnaie unique se traduirait pour la France par une contraction de 4 % de son PIB la première année, et de 10 % sur trois ans, le taux de chômage bondissant à près de 14 %. De nombreux produits d'importation, indispensables, verraient leur coût exploser à cause du régime douanier archaïque proposé par le FN, grevant encore un peu plus le pouvoir d'achat des Français.

► **Enfin, l'éclatement de la zone euro conduirait tous les pays du sud de l'Europe à dévaluer en même temps, vis-à-vis de la monnaie allemande.** Le jeu serait à somme nulle. Personne ne gagnerait en compétitivité. L'Allemagne conserverait ses avantages compétitifs qui ne sont pas liés aux prix. Pis, la sortie de l'euro renchérirait le prix de l'essence et des denrées alimentaires importées. Elle réduirait donc le pouvoir d'achat des salariés français. La sortie de l'euro permettrait certes de modifier les statuts de la Banque de France pour l'autoriser à garantir la dette publique. Mais ce débat inhérent à l'extension des missions de la BCE est désormais mûr à l'échelle européenne. Sortir de l'euro accroîtrait surtout les charges de la majeure partie de la dette, actuellement contractée à l'étranger.

Il faut souligner qu'au-delà des questions économiques, la vision de Marine Le Pen obéit à une conception idéologique, celle d'une France qui se suffirait à elle-même, en refusant la réalité d'une interdépendance avec les autres États de l'Union.

Agriculture : un suicide par le retrait de la PAC

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« **La France abandonnera la PAC** au bénéfice de la PAF (Politique agricole française) permettant un développement stratégique plus justement réparti entre petites et grosses structures agricoles. Pour cela, la France adoptera cette politique agricole nationale ambitieuse financée par la réduction de sa contribution globale au budget européen, dans le cadre de la renégociation des traités européens qui sera entreprise dès 2012. »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **La France est le premier bénéficiaire des aides de la PAC.** En 2008, elle a contribué à hauteur de 21,9 milliards d'euros au budget européen, soit 16,95 % du total de 129,1 milliards d'euros. La même année, elle a reçu 20,3 % du budget de la PAC, soit 11,2 milliards d'euros, loin devant le deuxième bénéficiaire (l'Espagne, avec 14 % des ressources budgétaires). La France est bénéficiaire net de la PAC, le plus gros contributeur étant l'Allemagne.

► **Le maintien à niveau de la PAC est d'ailleurs un enjeu majeur pour les 508 000 agriculteurs français** bénéficiaires des aides, dans la mesure où ils savent que leur activité ne serait pas pérenne sans les aides européennes. Quoiqu'imparfait et insuffisant, le filet de sécurité offert par la PAC a la vertu de ne pas livrer les paysans à la seule logique des marchés.

► La PAC est indéniablement un système qui mérite d'être amélioré, notamment sur la question de la répartition des aides, inégales entre catégories d'exploitants. Réformer la PAC, sous le sceau de la justice et de l'égalité, est nécessaire. C'est d'ailleurs l'ambition des socialistes. La supprimer serait en revanche une véritable hérésie qui asphyxierait définitivement le monde agricole français, et remettrait en cause la souveraineté alimentaire de l'Europe.

Aides sociales : pain sec pour les Français, haro sur les étrangers !

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Les allocations familiales (seront) réservées aux familles dont un parent au moins est français »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **Le discours vise à diviser les travailleurs** : les uns sont suspectés pour une grande part de « profiter » du RSA et du système d'indemnité chômage, tandis que les autres « s'échinent à travailler ». Or, sur les 4,2 millions de chômeurs - toutes catégories confondues - recensés par Pôle emploi, les fraudeurs restent une infime minorité. Bien-sûr, la fraude est inacceptable et doit être combattue. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la fraude aux prestations sociales porte sur environ 400 millions d'euros. C'est bien peu au regard de l'ensemble des fraudes dont certaines entreprises se rendent coupables : la fraude fiscale est évaluée à plus de 25 milliards d'euros ; la fraude résultant du travail dissimulé estimée entre 10 et 15 milliards ; la fraude aux cotisations sociales s'élèverait à plus de 2 milliards.

► **Marine Le Pen recycle les « attrape-tout » électoraux de son père** : au bout du compte, ce sont les Français et eux seuls qui devraient avoir accès au logement, aux retraites, à l'emploi et aux aides sociales. Ce que Marine Le Pen oublie de dire, c'est qu'elle exclure les étrangers de la protection sociale, c'est aussi les exclure de son financement, ce qui appauvrirait tout le système. Car, contrairement à ce qu'elle laisse entendre, la contribution nette des étrangers présents en France au budget public est positive : 12 milliards d'euros, selon une étude réalisée en 2010 par un laboratoire indépendant de l'Université de Lille.

► **Le véritable enjeu pour les Français est donc de relancer la croissance et de combattre le chômage**. À cet égard, le FN ne propose rien de concret. Il se contente d'en appeler à fermer les frontières nationales aux importations et à mettre en œuvre le principe de préférence nationale aux emplois attribués par Pôle emploi.

Santé : comme si la suppression de l'Aide médicale d'État allait améliorer la santé des Français

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Supprimer l'AME (Aide médicale d'État) réservée aux migrants clandestins. »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **L'Aide médicale d'État (AME) est un dispositif qui permet aujourd'hui à chacun, sur le territoire français, de bénéficier d'une couverture santé minimale.** C'est une conquête majeure de la gauche et désormais un dispositif qui honore la France. Les dépenses liées à l'AME (540 millions d'euros) ne progressent pas plus vite que les dépenses de santé en général (+ 43 % entre 2002 et 2010, contre + 35 % pour les dépenses de l'Assurance maladie). Surtout, la remise en cause de l'AME constituerait un risque majeur de santé publique et entraînerait des coûts financiers et humains bien supérieurs. Les bénéficiaires de l'AME sont en effet moins vaccinés que la moyenne de la population et souffrent davantage de maladies graves (VIH, hépatites...). Ne pas les soigner ou les prendre en charge tardivement aurait des conséquences néfastes sur l'état sanitaire de la population en général et coûterait plus cher.

Logement : exclure plutôt que construire

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Cette immigration a un impact fort sur la gestion difficile du logement social, d'autant qu'on assiste parfois à une véritable "préférence étrangère" dans l'attribution des logements sociaux. »
Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

Le FN ne fait pas de proposition pour endiguer la hausse sans précédent du coût du logement. Est-il pour ou contre l'encadrement des loyers dans les zones tendues ? Nul ne le sait.

► À propos du logement social

Alors qu'il y a actuellement plus d'un million de demandeurs, Marine Le Pen ne se fixe pas comme objectif de construire davantage de logements sociaux. Elle entend simplement les attribuer en les réservant aux seuls Français. Outre que c'est choquant, c'est une proposition qui ne prend pas la mesure de l'enjeu. Rien ne justifie que les personnes en situation régulière n'aient pas accès au logement social, alors qu'elles subissent elles aussi la pression du marché locatif privé. La proposition de Marine Le Pen jetterait beaucoup de familles dans la rue, sans pour autant améliorer la situation du logement.

► Sur l'accession à la propriété

Pour l'accession, elle propose la création d'« un chèque "premier logement" qui permettrait aux jeunes accédant pour la première fois à la propriété de bénéficier d'un crédit d'impôt ». Cette mesure ressemble, à s'y méprendre, à la déduction des intérêts immobiliers mise en place par le gouvernement dans le cadre de la loi TEPA, puis supprimée. Elle s'avère très coûteuse pour nos finances publiques et participe de l'augmentation des prix du logement.

► Le logement étudiant... sans étudiants étrangers

Elle propose d'« *engager une politique volontariste de construction de logements universitaires et d'accorder aux étudiants français une priorité d'accès aux logements étudiants* ». Une politique « *volontariste* » non chiffrée... et une priorité d'accès scandaleuse, contraire à l'objectif affiché, par ailleurs, de favoriser le rayonnement de la France.

► **Sur l'investissement locatif**

Marine Le Pen estime qu'« *une fiscalité modérée des collectivités locales - taxe foncière - permettrait de garantir une rentabilité locative attrayante* ». Elle propose tout simplement une baisse d'impôt pour les investisseurs privés sans contrepartie (niveau de loyers, par exemple).

Le FN se montre également favorable à une modification des règles d'urbanisation dans les zones denses : « *on ne peut plus exclure le retour à un habitat vertical dans les zones très denses* », peut-on lire ainsi dans son projet. Mais uniquement sur du « *parc locatif intermédiaire* ». Marine Le Pen est d'accord sur le principe de construction d'immeubles à étages dans les zones tendues, mais uniquement sous la coupe d'aménageurs privés qui en assument aussi la gestion !

► **À propos de l'aménagement du territoire**

Marine Le Pen propose que « *l'État stratège définisse une politique d'aménagement du territoire favorisant les programmes immobiliers neufs dans les zones aujourd'hui désertées, rurales en particulier* ». C'est pourtant dans ces zones que les différents dispositifs fiscaux type Scellier ont conduit à la production d'une offre de logements trop chers qui ne trouvent pas preneurs.

Éducation : l'obsession disciplinaire et sécuritaire

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« L'école (c'est) une exigence de discipline (...) et, si c'est nécessaire, une police des collèges et des lycées. »

Projet de Marine Le Pen, site du Front national.

« [I]l faut chasser de nos écoles le spectre de Philippe Meirieu et des pédagogistes qui continue d'y rôder, le jack-langisme et toutes ces salades encore aujourd'hui même colportées par le sarkozysme, qui ont tant coûté à notre pays et à nos enfants depuis des années ! De cette conception qui me semble évidente de l'école, mais qui manifestement ne l'est plus dans la tête de nos élites autoproclamées, imbibées de l'esprit de 1968, qui ont trop souvent transformé nos enfants en cobayes de méthodes inefficaces et déstructurantes, découle une série de principes et de règles que je réaffirmerai sans complexe. »

Discours sur l'école de Marine Le Pen, 29 septembre 2011.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► Une vision purement élitiste et sélective de l'école

Elle assigne comme premier rôle à l'école celui de « sélection[ner] les meilleurs ». Derrière un appel à la revalorisation des filières « manuelles » se profile en réalité une volonté de sélection précoce : suppression du collège unique, apprentissage à 14 ans, diminution du nombre de bacheliers. Alors que toutes les études démontrent que les pays qui obtiennent de bons résultats sont ceux qui ont des tronc communs longs et complets, Marine Le Pen privilégie le tri social, quitte à en finir avec l'obligation scolaire à 16 ans. C'est clairement un projet de recul scolaire et de baisse du niveau global d'éducation des Français, qui pèsera fortement sur l'avenir du pays.

► Une méconnaissance totale et un mépris absolu de l'acte d'enseignement

Marine Le Pen critique à la fois « l'idéologie » qui sous-tendrait les programmes actuels, et « les méthodes et l'état d'esprit pédagogistes » qui auraient « peu à peu démantelé l'école de

la République » (depuis 1968, bien-sûr). Sa vision purement hiérarchique de la transmission des savoirs est caricaturalement réactionnaire. Elle remet en cause toute forme d'autonomie pédagogique, et prétend intervenir dans les programmes - « *l'histoire de France, à partir de la chronologie et de figures symboliques qui se gravent dans les mémoires* » -, comme dans les méthodes d'enseignement. « *Seule la méthode syllabique est appropriée* » pour apprendre à lire, affirme-t-elle par exemple, oubliant au passage que le ministre Xavier Darcos l'a imposée avant elle, avec les résultats consternants que l'on sait.

► Une obsession sécuritaire

Si Marine Le Pen critique le bilan éducatif de Nicolas Sarkozy, c'est d'abord pour son « *laxisme* » et l'augmentation de « *l'insécurité scolaire* ». Et non, principalement, pour sa politique de diminution drastique des moyens et des mesures mises en œuvre qui ont eu un effet négatif, comme la malheureuse réforme de la formation des enseignants. Mais, si elle met la lutte contre la violence scolaire au premier rang de ses priorités, ses coups de mentons ressemblent fort à ceux du président en exercice quand elle prétend faire de l'école « *un sanctuaire* » fermé par des portiques.

En résumé, l'école de Marine Le Pen ne se préoccupe pas plus des élèves - rien sur l'échec scolaire, rien sur l'éducation prioritaire, rien sur l'orientation... - que de leur famille. La seule référence aux parents d'élèves que l'on trouve dans son programme est « *l'instauration de cours de français obligatoires pour les parents qui ne maîtrisent pas notre langue nationale* ». Quant aux enseignants, après avoir fustigé la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, elle leur adresse un avertissement sans frais : pas d'embauche supplémentaire !

Culture : un projet de déclin pour la France

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Les structures d'insertion professionnelle (dans les opéras, les orchestres, les théâtres) seront développées ou créées et réservées aux nationaux. »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

« Les Journées du patrimoine (sont) une preuve du besoin irrépensible des hommes de retrouver leurs racines, de communier avec leurs cultures nationales, dans un monde dominé par l'impérialisme culturel américain (et) l'idéologie du métissage obligatoire à tous les niveaux. »

Blog de Bruno Gollnisch, 20 septembre 2010.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **La culture n'a jamais figuré au rang de priorité dans le programme du FN.** La seule expérience de mise en œuvre de politique culturelle frontiste fut celle des municipalités frontistes, entre 1996 et 1998 : Dreux, Orange, Vitrolles, Marignane et Toulon. Le résultat a d'ailleurs été sans ambiguïté : suppression massive de subventions pour les associations culturelles, mise en place d'une censure dans les bibliothèques, etc.

► **Il n'y a aucune référence à la notion de création artistique,** encore moins à la création contemporaine. Dans ce domaine, le FN a une vision autoritaire de la société : il rejette toute forme d'abstraction et de pluralisme de l'expression artistique.

Ceci est prouvé par les multiples atteintes à la liberté de création artistique par des associations et mouvements catholiques intégristes dont on connaît la proximité avec l'extrême droite et qui ont émaillé l'actualité culturelle de ces dernières années (détérioration de l'œuvre de Serrano, à Avignon, perturbations organisées des représentations de l'œuvre de Castellucci, au Théâtre de la ville à Paris et au TNB, à Rennes, etc.).

- ▶ **Le FN pratique l'amalgame entre « culture et identité nationale » en oubliant que la culture se nourrit de l'échange et de l'ouverture.** Il n'y aurait pas eu la Renaissance en France sans l'apport italien, ni le cubisme sans l'apport de l'art africain...
- ▶ **La confusion entre démocratisation culturelle et démagogie.** Il ne s'agit pas de répondre aux seules attentes de l'opinion d'un moment. L'art dérange, bouscule les certitudes, nous mène parfois sur des voies nouvelles qui heurtent la tradition.
- ▶ L'application du programme culturel de Marine Le Pen conduirait au déclin culturel de la France, à l'abaissement du niveau général des Français, à l'assèchement de la création et à la baisse du rayonnement du pays à l'international.

Famille : la négation des droits des femmes

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Création d'un revenu parental, destiné à offrir aux mères ou aux pères de famille la possibilité de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants : versement d'un revenu équivalent à 80 % du SMIC pendant trois ans à partir du deuxième enfant, renouvellement d'une durée de quatre ans pour le troisième enfant. »

Projet de Marine Le Pen, site Internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **Ses propositions cantonnent clairement les femmes dans un rôle de mère**, sans considération pour les acquis féministes des dernières décennies et pour le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

► **L'application des mesures proposées par le FN ne ferait que renforcer les inégalités entre les sexes**, à inciter au maintien des femmes dans la sphère privée et à encourager leur éloignement de l'emploi. Toute mesure porteuse d'émancipation et de libertés individuelles est écartée. La nécessité de mettre un terme aux inégalités salariales, de mener un dialogue social pour limiter le recours aux contrats précaires, de mettre un terme aux obstacles qui freinent l'accès des femmes à l'emploi, ou encore de construire l'égalité femmes-hommes en impliquant les deux parents dans l'éducation des enfants, est largement ignorée. Si Marine Le Pen est à la fois mère de famille, responsable politique et avocate, elle offre un destin nettement plus étriqué à ses semblables et ne propose rien pour permettre à chacune de choisir son avenir.

► **Dans la lignée de cette conception rétrograde de la famille et du rôle des femmes, le peu de cas que le FN fait des mobilisations et des conquêtes féministes s'illustre très clairement dans les attaques à ce droit fondamental qu'est l'accès à l'avortement.** Si le FN ne propose plus, comme en 2007, de mettre fin au remboursement de l'IVG, sa ligne réactionnaire en matière d'accès à l'interruption volontaire de grossesse reste prégnante. Alors que l'urgence, aujourd'hui,

est davantage de garantir l'accès à l'IVG dans un contexte où les restructurations hospitalières menées par la droite ont conduit à la fermeture de centres d'orthogénie, le FN préfère faire un clin d'œil à l'abolitionnisme : « *le libre choix pour les femmes doit être aussi celui de ne pas avorter* ». Les centres IVG, trop peu nombreux, les délais d'attentes, trop longs, poussent ainsi de nombreuses femmes à se rendre à l'étranger ou dans les cliniques privées.

Le Front national a beau faire de la famille une priorité, il ne propose pas de politique globale destinée à améliorer la vie des familles, comme nous nous y engageons, par exemple, avec le service public de la petite enfance et une revalorisation des allocations familiales sous forme d'un crédit d'impôt forfaitaire dès le premier enfant. Son projet est en fait de renvoyer les femmes à la maison.

Homosexualité : une vision rétrograde

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« La famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère. Nous nous opposerons donc à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels. »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **Malgré une volonté de moderniser l'image du FN, les propositions de Marine Le Pen sont clairement réactionnaires et se résument à une conception de la politique familiale qui remettrait gravement en cause les droits des homosexuels**, puisqu'elle refuse toute reconnaissance des couples de même sexe et des familles homoparentales.

Immigration, islamisation : l'irrépressible besoin de trouver des boucs-émissaires

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Cette folle dérive doit et peut cesser et pour cela il faut rééquilibrer le marché du travail. Ce rééquilibrage passe, entre autres, par l'arrêt de l'immigration légale couplé à une politique dissuasive d'immigration. »
Discours de clôture de Marine Le Pen à Nice, 11 septembre 2011.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► Entre xénophobie et démagogie, Marine Le Pen dresse un tableau mensonger de l'immigration, s'appuyant sur des chiffres souvent faux ou détournés. Dans ce domaine, le credo du Front national ne varie pas d'un pouce. **La détestation des étrangers et des Français issus de la diversité est le seul point de doctrine cohérent et transverse identifiable dans tous les discours.** La « *préférence nationale* » tient lieu de programme en matière d'emploi, de logement, de santé, de politique sociale et familiale.

► Pourtant, la proportion d'étrangers dans notre pays reste stable depuis plusieurs dizaines d'années. Selon l'INSEE, environ 100 000 personnes quittent chaque année le territoire. La Norvège, l'Italie ou l'Espagne ont une proportion d'immigrés plus de deux fois supérieure à la nôtre. Entre 1995 et aujourd'hui, la part des étrangers a augmenté six fois plus vite en Espagne qu'en France, 3,5 fois plus vite au Royaume-Uni et 1,8 fois plus vite en Allemagne.

► La réduction du nombre d'entrées à 10 000 unités par an, objectif affiché du FN, aurait des conséquences néfastes sur notre économie : des secteurs entiers seraient confrontés à des pénuries de main-d'œuvre, les ressources fiscales de l'État diminueraient, la consommation baisserait, etc. De même, refuser aux étrangers de venir étudier dans nos universités affaiblirait l'enseignement supérieur et la recherche en France. Enfin, en voulant supprimer le regroupement familial, c'est essentiellement à des Français que le Front national va refuser le droit de vivre en famille, car l'essentiel des titres délivrés aujourd'hui pour des raisons privées et familiales concerne des conjoints de Français. Cela entraînerait également un risque de « *représailles* » de la part des autres pays qui pourrait pénaliser de nombreuses familles françaises.

La laïcité comme alibi pour pointer l'islam du doigt

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« La France peut être laïque parce qu'elle est chrétienne (...) Les pays musulmans ont les plus grandes difficultés à être laïques (...) La laïcité n'est absolument pas compatible, pas naturelle avec l'islam car l'islam confond le spirituel et le temporel (...) Rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César, c'est l'invention de la laïcité. »

Marine Le Pen, LCP, 28 janvier 2011.

« La laïcité sera d'application plus aisée quand nous aurons stoppé l'immigration (...) Et il ne sera plus question de financer directement ou par un biais détourné la construction des mosquées. Les fidèles peuvent se construire des mosquées, mais avec leur argent, et sûrement pas l'argent public ou l'argent de pays étrangers qui ne respectent pas les autres religions, notamment la religion chrétienne (...) »

Meeting de Marine Le Pen à Rouen, le 15 janvier 2011.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

- ▶ Sous couvert de laïcité, Marine Le Pen cherche à rendre présentable le racisme habituel de l'extrême droite française qui postule l'altérité irréductible de l'immigré à jamais étranger. À leurs yeux, l'islam ne peut être une religion comme les autres puisqu'elle est la religion de l'Autre, au premier chef le Maghrébin, définitivement inassimilable.
- ▶ Les termes du procès fait à l'islam dans son rapport à la laïcité sont connus. Ils consistent à attribuer à cette religion, et à elle seule, une double incompatibilité d'ordre théologique avec, d'une part, le principe de séparation, et, d'autre part, le principe d'égalité, qui sont au cœur du pacte républicain.
- ▶ Curieux procès, dès lors qu'on le réserverait à l'islam. En réalité, il est absurde de croire qu'il est des cultes religieux dont le dogme serait exempt d'incompatibilités avec les principes, valeurs et

normes civiles de la République : ni le dogme musulman, quand il proclame l'infériorité des non-musulmans ou celle des femmes, ni le dogme catholique, quand il assimile la contraception ou l'IVG à un crime, ni le dogme judaïque quand il interdit qu'une femme puisse divorcer sans l'accord de son mari, pour ne citer que ces quelques exemples.

► Il y a donc une forme de préjugé malsain à interpellier le seul islam sur le contenu de son dogme. **Dans notre République laïque, seuls comptent les actes, à commencer par le comportement concret des autorités religieuses vis-à-vis des lois de la République.** De ce point de vue, rien n'autorise à distinguer le Conseil français du culte musulman (CFCM) des autres autorités culturelles qui, tout en prônant des normes morales distinctes de celles édictées par la loi civile, respecte les lois de la République.

► Le Front national cherche à assimiler tous les Français de confession musulmane, voire de simple tradition musulmane, à des islamistes ! Ainsi, comme au « bon vieux temps de la colonisation », il considère que leur comportement est figé à jamais et dicté par des normes archaïques en leur refusant tout libre-arbitre.

► Pourtant, qui peut sérieusement nier que les Français de confession ou de tradition musulmane s'inscrivent tout autant que les autres dans le mouvement général de sécularisation qui caractérise de longue date la société française ? Ni quelques comportements fondamentalistes – fussent-ils montés en épingle – ni les discours de haine du Front national ne sauraient l'occulter : l'immense majorité des "musulmans" de France sont sécularisés et respectent le principe de laïcité.

Sécurité : de la répression, de la répression, de la répression

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« (...) Cette flambée de l'insécurité (...) trouve en grande partie son origine dans la hausse continue de l'immigration vers la France. »
Programme de Marine Le Pen, site internet du Front national.

« J'organiserai [si je suis élue] un référendum pour demander aux Français de faire le choix entre la peine de mort et la réclusion criminelle à perpétuité réelle. »
Europe 1, 20 novembre 2011.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► **La sécurité des Français appelle une politique d'ensemble intégrant la prévention, la répression et la sanction.** Dans la droite ligne de la droite de Nicolas Sarkozy, qui a fait se succéder les lois sans efficacité, le FN ne connaît que la répression. En matière de sanction, le rétablissement de la peine de mort, contraire à tous les traités européens, constituerait un recul en matière de droits de l'Homme et n'aurait aucune efficacité, comme le montrent les taux de criminalité dans les pays qui pratiquent encore la peine capitale.

► La prévention est totalement absente des discours et textes du FN, comme la critique de la politique du chiffre, dont les policiers sont unanimes à se plaindre et qui a entraîné une multiplication des gardes à vue abusives et des refus de plaintes. Rien non plus sur les peines alternatives à la prison, pourtant efficaces pour prévenir la récidive, ni sur la réinsertion des condamnés ayant purgé leur peine... sinon l'interdiction, pour les personnes libérées, de retourner chez elles et la privation de toute aide sociale après la sortie, garantissant ainsi leur retour rapide à la délinquance.

► Ce que propose Marine Le Pen, c'est d'aggraver une politique qui a échoué, celle du président sortant, malgré le vote de 26 lois, depuis 2002... Les violences contre les personnes se sont accrues de plus de 22 % en France métropolitaine au cours de la décennie et les violences non crapuleuses, de plus de 50 %, selon les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). Face à cette réalité, resservir les vieilles recettes n'apporterait rien.

Justice : le dénigrement des magistrats tient lieu de projet

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Dans ce grand désordre institutionnel, certains magistrats dont le rôle est d'appliquer la loi se croient autorisés à l'interpréter abusivement, réveillant ainsi le spectre des parlements de l'Ancien régime et du gouvernement des juges. »

Discours d'investiture, Tours, 16 janvier 2011.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► Dans la droite ligne des propos méprisants tenus par Nicolas Sarkozy à l'égard des magistrats, le Front national s'évertue à instiller une suspicion à l'égard de l'institution judiciaire.

Ce dénigrement permanent des hommes et femmes qui rendent la justice, tend à créer un climat de défiance, dangereux pour notre État de droit.

► Prétendant agir au nom de l'indépendance des magistrats, Marine Le Pen entend les museler en leur interdisant des droits fondamentaux, notamment celui d'être syndiqué. Elle est ainsi la digne héritière de celui qui prétendait qu'« *il faut changer les magistrats, avant de changer les lois !* »

(Jean-Marie Le Pen, communiqué de presse, 1^{er} septembre 2007).

Mue par un populisme pénal cher à l'extrême droite, elle propose l'enfermement systématique et la restriction des droits comme seules solutions pour lutter contre la délinquance. Mais ignore tout ce qui touche pourtant la très grande majorité de nos concitoyens : la justice du quotidien. De fait elle occulte des pans entiers du service public de la justice, lorsqu'elle évoque les « *moyens indispensables* » à mettre en œuvre.

Politique étrangère : vers l'isolement extrême de la France

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« Nos grandes orientations de politique étrangère doivent être refondées, et les clés de cette refondation se trouvent dans nos fondamentaux historiques, dans les constantes géopolitiques de la France. »

Projet de Marine Le Pen, site internet du Front national.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► Marine Le Pen entend isoler la France de ses voisins européens (par ailleurs, nos premiers partenaires commerciaux), de ses alliés militaires (notamment les États-Unis) et des pays francophones, (notamment du Sud). Ce qui aboutirait au retrait unilatéral de notre pays des affaires du monde, avec des conséquences économiques, stratégiques et culturelles particulièrement néfastes : Marine Le Pen a élaboré un programme de déclin de la France au niveau mondial.

► **La vision internationale de Marine Le Pen reprend en fait les fondamentaux de la pensée d'extrême droite.** Dans ce domaine, il n'y a pas eu de tournant idéologique ! **Un nationalisme étroit l'inspire.** La critique de toutes les organisations internationales - au premier chef, bien évidemment, l'ONU -, la volonté de retrait de la France de ses alliances militaires - l'OTAN, particulièrement -, un mépris marqué vis-à-vis de l'Union européenne, dessinent la perspective d'un isolement extrême de la France à l'échelle internationale.

► Pour pallier cette difficulté, le Front national met en avant une volonté de s'allier avec toutes les « *grandes Nations libres d'antiques civilisations* », à commencer par la Russie, l'Inde et le Japon. Il se montre beaucoup plus critique à l'encontre des États-Unis que de la Russie.

► L'insistance mise sur la sortie de l'Union européenne n'aurait pas que des conséquences économiques. Elle ramènerait la France plusieurs décennies en arrière. Le Front national, après avoir traîné dans la boue le général de Gaulle, revendique aujourd'hui son

héritage... refusant de voir que nous ne sommes plus au temps de la guerre froide où la France pouvait jouer un rôle d'équilibre entre « *les deux grands* ». Le monde d'aujourd'hui se construit autour de grands pôles régionaux et appelle les pays européens à se regrouper pour peser politiquement et militairement.

► Pour le reste, le FN n'a rien d'autre à proposer aux pays du Sud qu'un « *co-développement* » conditionné par un retour des immigrés dans leurs pays d'origine. Ce qui n'annonce pas une politique vraiment efficace. Les pays du Sud attendent clairement de la France autre chose. Le nationalisme d'hier, était un facteur de guerre. Aujourd'hui, il serait une impasse pour notre pays.

Défense : seuls contre tous ?

Ce que Marine Le Pen et le FN disent

« *Adversaires* », « *affronter* », « *sacrifice de nos soldats* »... Le programme du FN est parsemé de termes belliqueux. La scène internationale y apparaît sous les traits d'un « *état de nature* » rongé par la violence, le droit international étant considéré comme inopérant. Le FN prône « *le retrait de notre participation aux juridictions pénales internationales* » et la sortie de la France de l'OTAN et de toute alliance militaire.

Ce que Marine Le Pen ne dit pas

► Le Front national développe, dans son projet sur la défense nationale, une vision du monde obsolète et formule des propositions dépassées. Il se réfère à une conception de la défense des intérêts de la France qui ne s'appuierait que sur nos seuls moyens nationaux. Il nie ainsi la réalité des alliances et des engagements réciproques pris avec nos partenaires depuis la Seconde guerre mondiale.

► **Le FN ignore les règles élémentaires de la gouvernance mondiale qui donnent à la France un rôle majeur.** Sa vision porte un repli national particulièrement nuisible au rayonnement de la France, qu'il prétend pourtant paradoxalement rétablir. Elle est aussi dangereuse parce qu'elle induit un retour aux vieux antagonismes européens, qui ont entraîné les pires tragédies du XX^e siècle et que la construction européenne a voulu corriger.

I Annexes

1. Les faillites municipales

Les expériences de gestion municipale par le Front national ont montré à quel point la vision frontiste des actions publiques est aux antipodes des principes fondamentaux qui les régissent dans notre République. La priorité, voire l'exclusivité donnée aux Français dans l'accès à la santé, l'éducation, la justice... vont à l'encontre de la neutralité et de l'égalité de traitement. C'est une menace pour la cohésion sociale de notre pays. Au-delà, les villes gérées par des élus du FN ont mis en place des pratiques clientélistes et partisans totalement incompatibles avec le discours actuel de Marine Le Pen.

Le FN au pouvoir, c'est l'expérience de l'illégalité...

- **Subordination de témoins.** À Toulon, l'ancien maire, Jean-Marie Le Chevallier, a été condamné en 2002 à cinq ans d'inéligibilité et un an de prison avec sursis pour subordination de témoins - employés municipaux - dans l'affaire du meurtre de son directeur de cabinet, Jean-Claude Poulet-Dachary.
- **Harcèlement moral.** À Marignane, l'ancien maire, Daniel Simonpieri, a été condamné en décembre 2010 à un an de prison avec sursis pour harcèlement moral et discrimination raciale à l'encontre de l'un de ses employés municipaux, d'origine marocaine.
- **Détournement de fonds publics.** Catherine Mégret, maire de Vitrolles, a été condamnée en 2006 à huit mois de prison avec sursis, un an d'inéligibilité et 35 000 euros d'amende, pour détournement de fonds publics à des fins politiques, à hauteur de 74 600 euros (envoi de plusieurs milliers de lettres pour soutenir son mari à l'élection présidentielle de 2002).
- **Diffamation.** L'élection de Catherine Mégret en 2001 à la mairie de Vitrolles a été annulée par le Conseil d'État en raison de la violence exercée par l'extrême droite à l'égard de ses concurrents durant la campagne municipale (tracts diffamatoires, affiches injurieuses...).
- **Abus de confiance.** Le maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, a été condamné en 2001 à huit mois de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende pour détournement de fonds publics et complicité d'abus de confiance, dans l'affaire de l'association « *Jeunesse toulonnaise* » créée par sa femme.

2. Quelques exemples de votes et d'attitudes dans les conseils régionaux

Rhône-Alpes : le FN contre la laïcité

Intervention de Christophe Boudot, conseiller régional FN, le 26 mai 2011 : *« La laïcité a été instaurée en France au début du siècle dernier sous la pression conjointe des mouvements anticléricaux et des réseaux maçonniques qui souhaitaient poursuivre ce qu'ils considéraient comme la grande œuvre civilisatrice de la terreur révolutionnaire et porter un coup fatal, à la civilisation catholique et à la pratique religieuse en France, en somme à la conscience et à la foi de 85 % des Français de l'époque. L'objectif avoué était bien sûr, dans l'esprit des radicaux adorateurs de Robespierre, d'entamer, (plus exactement) de poursuivre la déchristianisation de notre société et l'éradication totale du sentiment religieux français, celui d'une certaine idée de la France, fille aînée de l'Église. »*

Quel crédit, alors, accorder au programme de Marine Le Pen ? *« La loi de séparation des églises et de l'État de 1905 a, dans la douleur, permis l'instauration d'un équilibre tout à fait propre à la France et particulièrement heureux, celui d'une laïcité à laquelle nous sommes profondément attachés. »*

Rhône-Alpes : l'écologie, un sujet « dérisoire »

Intervention de Joël Cheval et de Sophie Robert sur l'avant projet de Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, 14 décembre 2011 : *« À l'heure où notre pays joue son avenir économique dans une guerre industrielle internationale sans précédent, et au moment même où la question se pose jusqu'à la "survie de l'euro", ces discussions sur une politique du climat rappellent celles tout autant dérisoires qui se tenaient en Constantinople assiégée, à la veille de sa chute le 29 mai 1453. »*

Quel crédit, alors, accorder au programme de Marine Le Pen ? *« Du fait de l'aggravation de la crise, les préoccupations des Français sont aujourd'hui d'abord tournées vers le court terme*

(baisse du pouvoir d'achat, hausse dramatique du chômage, dérive des finances publiques). Pourtant, l'écologie, préoccupation de long terme par excellence, compte beaucoup pour nos concitoyens qui s'interrogent sur l'avenir de l'environnement que nous allons laisser à nos enfants. Problématique intimement liée à la régulation de la mondialisation, l'écologie ne peut être déconnectée des grands choix économiques et doit être portée en cohérence avec l'ensemble du projet présidentiel. »

Alsace, PACA : le FN contre la formation professionnelle et continue

Vote systématique contre les budgets « *formation professionnelle et continue* », entre autres parce qu'ils comprennent un volet « *apprentissage du français* » pour les travailleurs d'origine étrangère...

PACA : le FN contre les maisons de santé, au prétexte que « les déserts médicaux n'existent pas. »

Le 18 février 2011, les conseillers régionaux FN ont voté contre le dispositif des Maisons régionales de la santé, arguant que les déserts médicaux n'existent pas.

Quel crédit, alors, accorder au programme de Marine Le Pen ?

« Développement en particulier des maisons de santé qui pourront prendre en charge les "petites urgences" afin de désencombrer les services d'urgence. »

3. Votes et attitudes au Parlement européen

Le Parlement européen est la seule enceinte démocratique dans laquelle les élus frontistes peuvent exprimer leur projet politique. Plusieurs votes permettent, à cet égard, de mesurer l'écart entre un discours devenu résolument « *pro-travailleurs* », après avoir été longtemps ultra-libéral, et des votes systématiquement alignés sur ceux de la droite et des ultra-libéraux, contre l'intérêt des salariés. Quelques exemples :

- Le Front national a voté, à deux reprises, contre la taxe sur les transactions financières que les socialistes défendent depuis de nombreuses années. Ses élus ont voté contre le rapport Podimata sur les « *Financements innovants* » (9 mars 2011), et contre le rapport Berès sur « *Les recommandations concernant les mesures et initiatives à prendre dans le cadre de la crise financière, économique et sociale* » (6 juillet 2011).
- Dans ces deux rapports, comme dans celui de Sylvie Goulard, voté le 23 juin 2011 sur la surveillance budgétaire dans la zone euro, le FN a, une nouvelle fois, voté avec les libéraux et le reste de la droite contre l'émission des eurobonds qui pourtant constitueraient des instruments indispensables pour sortir de la crise qui frappe l'Europe et ses travailleurs (Amendement n° 5, rapport Goulard, Paragraphe 22/1, rapport Podimata, paragraphe 13, dans le rapport Berès).
- Sur la concurrence fiscale, responsable de nombreuses délocalisations et qui fragilise le budget des États, les livrant à la merci des spéculateurs, le FN a également voté contre le paragraphe 73 de ce même rapport Berès.
- Les élus européens du FN dont Marine Le Pen, ont voté contre l'imposition du principe du congé maternité dans tous les pays européens, en s'opposant au rapport Estrela sur « *L'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail* », voté à Strasbourg le 20 octobre 2010, amendement n° 12.

4. L'entourage de Marine Le Pen

Il est utile de savoir que dans l'entourage proche de Marine Le Pen et dans la direction du parti figurent des responsables qui sont des militants chevronnés du Front national et qui ont été et sont toujours à la pointe des idéologies de l'extrême droite. Ils constituent, à ce titre, les plus proches conseillers de Marine Le Pen et font souvent partie de son cercle d'intimes. Parmi eux, figurent, notamment, d'anciens « mégrétistes » rappelés par Marine Le Pen après le congrès de Tours. Ces idéologues lui fournissent de nouveaux axes de discours.

Parmi les cadres :

Louis Aliot a commencé à militer au sein du Front national de la jeunesse (FNJ). Il est le directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen de 1999 à 2000, puis son coordinateur de campagne lors de la Présidentielle de 2002, aux côtés de Bruno Gollnisch. Secrétaire général du mouvement de 2005 à 2010, il est aujourd'hui vice-président chargé du projet. Il a en outre fondé le *think tank* « *Idées Nation* ». Il est actuellement conseiller régional de Languedoc-Roussillon.

Nicolas Bay est issu du FNJ. Il rejoint le MNR lors de la scission du parti, où il exerce le poste de directeur national adjoint, puis responsable des élections. À ce titre il est directeur de campagne du MNR aux Législatives de 1997. Grâce au club de réflexion « *Convergences nationales* », il renoue avec Marine Le Pen. Depuis le congrès de Tours, il est délégué national à la communication électorale.

Bruno Bilde. Avec Steeve Briois, il a contribué à l'implantation de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Comme lui il vient du MNR. Il est élu conseiller régional du Pas-de-Calais en 2010. Au sein du mouvement, il est considéré comme le spécialiste des sondages et de la carte électorale.

Steeve Briois est présenté comme le lieutenant de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, où il se présente aux élections municipales depuis 1995. Il en est d'ailleurs conseiller municipal. Après un passage au MNR de Bruno Mégret, il rejoint le FN. Au congrès de

Tours, il est nommé secrétaire général du mouvement.

Frédéric Chatillon. Ancien dirigeant du GUD. Ami personnel de la famille Le Pen, il s'occupe de la propagande de Marine Le Pen. Il organise et participe à nombre de ses voyages à l'étranger, notamment sa dernière visite en Italie. Il a créé en 1995 une agence de conseil en communication, Riwal, dont une filiale, Riwal Syria, aide à l'implantation des entreprises françaises en Syrie. Il cultive d'ardentes amitiés avec le Hezbollah et soutient le régime de Bachar El-Hassad. Il a d'ailleurs créé cet été le site infosyria.fr, organe de « réinformation » au profit du régime syrien. Il a œuvré au rapprochement de Dieudonné avec Jean-Marie Le Pen. On l'a vu à quelques « *apéros saucisson-pinard* » en 2010, ou encore à une manifestation de l'Autre Jeunesse, c'est-à-dire les ex-Jeunes Identitaires. Il est également l'ami du négationniste Roger Faurisson.

Jean-Michel Dubois. Venu du RPR, il rencontre Jean-Marie Le Pen en 1986, dont il devient un proche. Depuis 1998, il occupe le poste de directeur national des grandes manifestations. Il est également trésorier du FN lors des élections présidentielles de 2002 et 2007, puis directeur administratif du personnel du parti et secrétaire national à l'Outre-Mer. Il exerce le mandat de conseiller régional de Haute-Normandie. Il est administrateur de *National Hebdo*.

Alain Jamet. Figure historique du FN, il en est le premier vice-président depuis le congrès de Tours. Il a rencontré Jean-Marie Le Pen à l'Union de défense de la jeunesse de France (mouvement poujadiste) dans les années 1950 et l'a suivi en Algérie. Pour l'élection présidentielle de 1965, il est délégué départemental des « *Comité-Tixier* ». Cofondateur du FN en 1972, il est conseiller régional honoraire du Languedoc-Roussillon, où il est élu depuis 1986.

Florian Philippot. Énarque, il a travaillé au ministère de l'Intérieur au service de l'Inspection générale de l'Administration. Souverainiste d'inspiration, il rejoint Jean-Pierre Chevènement en 2002. Paul-Marie Coûteaux lui fait rencontrer Marine Le Pen. Il travaille sur le volet social et le retour à l'État souverain. Il exerce les fonctions de directeur stratégique de la campagne présidentielle de Marine Le Pen et de porte-parole.

Wallerand de Saint-Just représente la tendance chrétienne intégriste du FN. Il est un ancien membre du GUD (Groupe union défense),

mais il appartient aussi à la Fraternité Saint-Pie X. Vice-président de Chrétienté solidarité, il est l'avocat de Jean-Marie Le Pen, de l'AGRIF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, qui prône la lutte contre le racisme antifrançais et antichrétien). Également avocat de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et du Front national. Il est le trésorier du mouvement.

Sources : biographies SGP (Société générale de presse), site du FN, [blog droites-extremes.blog.lemonde.fr](http://blog.droites-extremes.blog.lemonde.fr), [blog Reflexes](http://blog.Reflexes)

5. Données sur le Front national

Formations parallèles

- **Parti populiste** fondé par d'anciens membres du FN et du MNR de Mégret en 2005 pour militer contre le traité instituant une Constitution pour l'UE. À l'occasion de l'élection présidentielle de 2007, le Parti populiste a rejoint l'union patriotique proposée par Jean Marie Le Pen. Des listes communes FN-Parti populiste se sont présentées aux Cantonales 2008.

- **Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece)** est à la frontière entre le club de pensée et l'association politique. Fondé en 1969. Revues associées : *Études et Recherches, Nouvelle École, Éléments*. Défend l'idée d'un nationalisme européen, entendre « européen » à la fois comme race blanche et civilisation supérieure, aujourd'hui menacée. Axe la majeure partie de son travail sur la critique du libéralisme et du mondialisme. Ces dernières années, le GRECE a surtout développé l'idée d'une Europe puissance politique et débarrassée du joug américain et du libéralisme. Étudie des solutions alternatives comme l'écologie, le communautarisme, le localisme.

- **Club de l'Horloge** fondé en 1974, cercle de réflexion qui se revendique du « national-libéralisme » et tente de réconcilier le libéralisme économique avec l'identité nationale et les valeurs républicaines. Il a longtemps compté en son sein des membres de l'UMP, de l'UDF et du FN.

- **Idées Nation**, club fondé en 2011 par Louis Aliot, dans le but de soutenir Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012.

- **Convergences nationales**, club politique fondé en 2007 par Jean-François Touzé, conseiller régional Front national et Nicolas Bay. Ce club entend organiser un courant pouvant jouer un rôle dans la recomposition interne de la droite nationale.

Les sites internet

Les mouvements d'extrême droite sont très actifs sur le Net et forment un véritable réseau entre eux. Au-delà des sites « *institutionnels* » du FN : frontnational.com, et marinelepen2012.fr, les sites présentés ci-après se caractérisent par leur proximité idéologique avec le parti. La plupart sont hébergés en France, malgré leurs dérapages... Ce sont des sites de commentaires de l'actualité, proclamés sites de « *ré-information* ». Il est utile de connaître leurs dénominations compte tenu de leur activisme.

-**Nations Presse infos**, site internet créé en 2008 par Jacques Vassieux, il est repris par Louis Aliot après son décès. Il entend diffuser des informations en accord avec la ligne du FN.
nationspresse.info

-**Fdesouche**, blog d'inspiration identitaire lancé en 2005 sous la forme d'un blog individuel racontant la vie d'un « *Français de souche* » à Paris. En 2006 il s'engage dans une vision plus large de l'actualité politique (revue web, émissions télévisées...) et fait de la vidéo l'une de ses formes majeures de diffusion de l'information, en s'appuyant sur YouTube, Dailymotion, etc. Aucun auteur n'exprime clairement son opinion, mais les thématiques principales sont l'immigration, l'islam, les violences urbaines ou les quartiers populaires.
Blog très influent (environ 80 000 visiteurs par jour d'après leurs auteurs), il s'agit désormais de l'un des principaux pourvoyeurs d'arguments d'extrême droite, d'un puissant catalyseur de buzz sur la toile et « *investit* » ses arguments sur de nombreux forums et plateformes de discussion du net : fdesouche.com

-**Novopresse.info** : « *agence de presse en ligne* » créée par le Bloc identitaire. Elle entend combattre la pensée unique et la manipulation journalistique. Parmi les collaborateurs de ce site on retrouve : Guillaume Luyt (ancien président du FNJ).

Les courants du FN

-**Les Nationalistes révolutionnaires** : ils développent essentiellement une rhétorique nationaliste, anticapitaliste, anticomuniste, antiaméricaine. Projet d'Europe unitaire. Ils prônent une sorte

de troisième voie entre rejet du libéralisme et du communisme égalitariste. Ils sont apparus en contre-pied de l'échec de l'Algérie française. Ils se réfèrent souvent aux régimes populistes du tiers-monde (péronisme, baasisme,...). Le nationalisme révolutionnaire est aujourd'hui représenté par le groupe Les Nôtres (Christian Bouchet).

Source : www.france-politique.fr/fn

-Les identitaires, courant apparu au début des années 2000. Il promeut le fédéralisme européen, la défense des européens blancs, « racialisé », il prône une « forme de régionalisme ». C'est ce mouvement qui est à l'origine des « soupes identitaires ». Bien implanté en Île-de-France, PACA, Alsace et Aquitaine, revendique 2 000 adhérents. Son président, Fabrice Robert est ancien élu du FN et ancien membre du MNR.

Source : Blog.droites-extremes.blog.lemonde.fr

-Les souverainistes proches du FN sont aujourd'hui animés par le Rassemblement pour l'Indépendance de la France de Paul-Marie Coûteaux. Autrefois lié au MPF, le RIF recherche le rassemblement avec le FN dans la perspective de 2012. Néo-jacobin, retour à l'État centralisateur, fondamentalement anti-américain.

Source : RIF (Rassemblement pour l'Indépendance de la France)

Les relations européennes ambiguës du FN

La Hongrie est dans l'actualité. Le gouvernement de Viktor Orban établit actuellement les structures d'un État semi autoritaire. Mais il existe un mouvement de nature quasi fasciste, le Jobbik. C'est avec lui que le FN a des liens.

Louis Aliot, n° 2 du FN, a assuré sur *France Culture* le 3 janvier dernier : « *Le FN de Marine Le Pen a rompu les liens avec le Jobbik* ». Mais Bruno Gollnisch, ancien vice-président chargé des questions internationales affirme lui que les deux partis continuent d'être des partenaires, notamment dans le cadre de l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) qu'il préside. « *Le FN a toujours des liens avec le Jobbik. En tout cas, moi, je continue à en avoir. Je continue à travailler avec eux sur le plan parlementaire à Strasbourg avec eux.* »

(L'AEMN regroupe des partis d'extrême droite présents au Parlement européen. Elle a été créée en 2009 à Budapest

notamment par le FN français... et le Jobbik. Elle regroupe, outre ces deux formations, les néofascistes italiens de Fiamma Tricolore, les espagnols du MSR, le Front national belge, ou encore les Portugais du PNR, le Svoboda ukrainien et les Suédois de National demokraterna.)

Les liaisons dangereuses de la présidente du FN avec les amis de Silvio Berlusconi et les nostalgiques de l'extrême droite italienne

Marine Le Pen s'est rendue récemment à Rome (22 octobre) pour la présentation de l'édition italienne de son livre, « *À Contre-flots* ». À cette occasion, Francesco Aracri membre de la direction nationale du PDL, le parti de Silvio Berlusconi, était présent. La présidente du FN aura également eu droit à une « *invitée de marque* ». Assunta Almirante, la veuve de Giorgio Almirante, leader historique (mort en 1988) du MSI, le plus important mouvement néofasciste italien de l'après-guerre. Véritable icône à l'extrême droite italienne, elle a pris la parole pour rendre hommage à Marine Le Pen.

Étaient également présents, les membres de la Destra sociale, le parti du maire de Rome, Gianni Alemanno associé au Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi (le maire de Rome de par son passé d'activiste néo-fasciste est reconnu dans les milieux de l'extrême droite). Ces élus locaux ont tous commencé la politique au sein du MSI, puis sont passés par l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, formation de droite gouvernementale. Aujourd'hui, ils se définissent comme « *l'aile droite* » du PDL.

Lors d'un précédent déplacement en Italie en mars 2011, Marine Le Pen avait alors privilégié la Ligue du Nord, le parti xénophobe allié à Silvio Berlusconi.

Source : Blog.droites-extremes.blog.lemonde.fr

6.Éléments bibliographiques

Yves Azéroual, El Haïté Najwa, *L'arnaque. Le programme du Front national enfin décrypté*. Éditions David Reinharc, 2011.

Guillaume Bachelay, Najat Vallaud-Belkacem, *Réagissez ! Répondre au FN de A à Z*, Jean-Claude Gawsewitch, 2011.

Alain Bergounioux, *Le Front national. Un programme de régression sociale et d'illusion nationale*, Études et débats, Secrétariat national aux Études, 2004.

Jean-Yves Camus, *Extrémismes en france : faut-il en avoir peur ?*
Editions Milan, 2006

Jean-Yves Camus, *Le Front national : état des forces en perspective*.
Les études du CRIF, n°5, 2004

Sylvain Crépon, *La Nouvelle extrême droite*, L'Harmattan 2006.

Caroline Fourest, Venner Fiammetta, *Marine Le Pen*, Grasset, 2011.

Erwan Lecœur, *Un néo-populisme à la française. Trente ans de Front national*,
La Découverte, coll. « Cahiers Libres », Paris, 2003

Nonna Mayer, *Le racisme à l'heure de la crise* (avec Guy Michelat et Vincent Tiberj), in Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie*. 2009, Paris, La Documentation française, 2010.

Nonna Mayer (en coordination avec Erwan Lecœur, Jean-Yves Camus et Sylvain Crépon), *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, collection À présent, 2007.

Pascal Perrineau (dir.), avec Luc Rouban, *La solitude de l'isoloir. Les vrais enjeux de 2012*, Paris, Autrement, 2011.

Revue Socialiste, *La droite dans tous ses états*, n° 41, 1^{er} trimestre 2011.
Consultable en ligne sur le site <http://www.revuesocialiste.fr/>

Pierre-André Taguieff, Michèle Tribalat, *Face au Front national. Arguments pour une contre-offensive*, Paris, La Découverte, 1998.

Pierre-André Taguieff (dir.), *Face au racisme* (2 tomes), Paris, La Découverte, 1991.

7. Remerciements

Pour leur aide et contributions, nous tenons à remercier tout particulièrement Michel Amri, Guillaume Bachelay, Johanna Barasz, Romain Beaucher, Malek Boutih, Charlotte Brun, Jean-Christophe Cambadélis, Alexis Dalem, Delphine Delvaux, Jade Dousselin, Michaël Dubois, Claire Edey, Najwa El Haïté, Olivier Ferrand et toute l'équipe de Terra Nova, Colette Friedlander, Célia Firmin, Martine Garcin, Brigitte Garzino, Liêm Hoang Ngoc, Pierre Kanuty, Aurore Lambert, Gaëlle Lenfant, Frédéric Léveillée, Jonathan Maccionni, Sandrine Mazetier, Claire Piérot, Sylvie Robert, Claire Schmitt, Sandra Tabary, Axel Urgin, Jean-Jacques Urvoas, Najat Vallaud-Belkacem, Clotilde Valter, Matthieu Vittu et Henri Weber. Bruno Tranchant a coordonné ce travail.



10, rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 00
Fax : 01 47 05 15 78
parti-socialiste.fr